

Ville du Mans, Communauté urbaine, Conseil général Front commun contre le TGV Ouest

Les représentants des collectivités locales ont samedi, pour la première fois ensemble, affiché sans ambiguïté leur position sur le projet de ligne nouvelle du TGV Ouest et sur celui du contournement du Mans. Conseil général, Ville et Communauté urbaine du Mans se disent prêts à se battre. La SNCF devra donc compter avec le front du refus dans la Sarthe.

133 communes sont concernées par la création de la ligne nouvelle TGV Ouest actuellement à l'étude. 133 communes réparties sur quatre départements où les maires se mobilisent contre le projet. Dans la Sarthe, où des comités de défense se constituent çà et là, les représentants des collectivités locales ont pris samedi une position commune.

Chacun d'eux s'est tour à tour exprimé lors d'une conférence de presse. « Symbole, a dit d'entrée de jeu François Filion, du front uni contre le projet de ligne nouvelle vers Rennes et Nantes ».

Le président du Conseil général, député-maire de Sablé, tout en insistant sur « le rôle de plaque tournante du Mans » dans le trafic ferroviaire, ne voit pas dans ce projet un iota de rentabilité économique et sociale.

« Le projet de ligne, en Y comme il est prévu, outre qu'il poserait de grosses difficultés pour la périphérie de l'agglomération mancelle, nécessiterait la traversée de zones à forte

densité de population, avec des conséquences irréversibles sur les vallées de la Gée, de la Vègre et de la Sarthe, et priverait le sud du département de TGV ».

Mais c'est surtout le coût du projet que l'ancien ministre a mis en avant : « Onze milliards de francs pour gagner entre six et huit minutes sur Paris-Nantes. Déraisonnable au plan purement économique. Quant à la concrétisation du projet, il ne faut pas compter avant quinze ou vingt ans, les priorités étant ailleurs ».

Cher la seconde

Le président de la Communauté urbaine du Mans et député Jean-Claude Boulard s'est même montré plus précis dans le prix de revient : « 3,4 millions pour une seconde ».

« Et on sait, a-t-il ajouté, qu'une gare contournée finit toujours par devenir une gare oubliée, car la SNCF ne tient jamais ses engagements ». En passant la parole à Dominique Le Mener, il a souhaité que la



Etiquettes politiques différentes... mais unanimité contre le projet actuellement à l'étude

représentation sarthoise à la Région prenne « aussi une position commune ».

Le vice-président du Conseil régional ne s'est pas lui non plus montré particulièrement tendre avec la SNCF « habituée à battre des records de déficit ».

Un vœu des Sarthois allant dans le sens de la position prise par les autres élus sera donc déposé dès la prochaine session de l'assemblée régionale.

Restait Robert Jary. « La bataille du rail, a dit le maire, est

quelque chose au Mans qui nous est connu ». Aussi a-t-il développé l'alternative proposée aujourd'hui par l'ensemble des élus, à savoir le TGV pendulaire, un train à grande vitesse circulant sur les voies existantes mais aménagées.

Une solution deux fois moins coûteuse selon le maire du Mans, et plus protectrice de l'environnement. Un compromis en quelque sorte entre la bataille contre la ligne nouvelle et la volonté des autres grandes

villes de l'Ouest de voir s'améliorer leur desserte ferroviaire rapide.

Les élus vont maintenant lancer une étude, confiée au cabinet Essig Consultant, animée par Philippe Essig, ancien président de la SNCF et spécialiste des dossiers TGV. Les résultats seront connus en septembre prochain. Les élus demanderont alors que ceux-ci soient versés au dossier de concertation.

Ph. LAVERGNE